

L'AFRIQUE, UNE QUESTION SENSIBLE
AU-DELA DE LA DÉVALORISATION ET DE LA DÉVALUATION
D'UN CONTINENT, DES PEUPLES EN MOUVEMENT...

PAR

Maximin EMAGNA

CURAPP-CNRS

Coordonnateur du GUREDAT¹ (Université de Picardie Jules Verne)

Nous voulons introduire ce rapport en faisant écho à la remarque tout à fait pertinente du Pr. Jean Copans, qui nous posait la question : “*question sensible pour qui, pourquoi ?*”. Cette question suscite bien d’autres interrogations et y répondre, c’est contribuer à la clarification du débat et au recentrage du sujet. La réponse peut ainsi être donnée soit par rapport à l’observateur de la réalité, soit en rapport avec la réalité elle-même, soit encore par rapport aux méthodes des sciences sociales. Plus simplement, nous devrions répondre aux questions : comment en tant qu’observateur de la réalité, peut-on définir une question sensible ? Une question est-elle sensible par essence ou est-elle toujours en devenir ? Quels sont les critères de mesure de la sensibilité d’une question ? Une question sensible pour un observateur X l’est-elle pour un observateur Y ? La question définie comme sensible par un observateur l’est-elle pour les populations concernées, a-t-elle un sens pour ces dernières ? Comment les sciences sociales nous aident-elles à aborder et à traiter de telles questions ?

Notre objectif est avant tout de saisir le mouvement des sociétés africaines. Nous avons alors opté pour l’analyse des *difficultés de gestion des héritages coloniaux* (politiques, administratifs et internationaux). Nous avons relevé un triple héritage : *héritage des stratégies et conflits entre puissances occiden-*

1. Groupe universitaire de recherches, d’études et de documentation sur l’Afrique et les Tiers Mondes de l’Université de Picardie Jules Verne.

tales (politiques, économiques et financières, militaires, religieuses, etc.) ; *héritage des découpages territoriaux (administratifs) et ethniques*, nés des partages et traités coloniaux ; *héritage des élites politiques et intellectuelles "occidentalisées"*, qui impriment une gestion à l'occidentale.

Des questions fusent : quels sont les verrous du "développement" et virus du "sous-développement" ? Peut-on résoudre les questions, telles que l'intangibilité des frontières, la question nationale, la question de l'armement, de la dette, la gestion des minorités de tous ordres, le rôle des Eglises et des nouvelles religions, les mouvements sociaux en Afrique, la place de l'École et de l'Université, et le rôle des élites politiques et administratives, ainsi que celui des intellectuels africains, etc. sans pour autant que l'ordre (colonial et post-colonial) n'en soit remis en question ? L'évocation de la plupart de ces questions "dérangeantes", trouble l'ordre interne et international établi. Les problèmes de l'Afrique se résument-ils à une équation ethnique et tribale, ou à une équation ancien colonisateur-ancien colonisé, ou aux deux ? L'Afro-pessimisme ambiant n'est-il pas l'aveu d'une limite conceptuelle et d'une incapacité à observer la réalité africaine avec de nouvelles ornières ? Des questions et des enjeux méthodologiques se posent ici à tout observateur. Comment observer et analyser les réalités africaines ? Quelles outils nous offrent les sciences sociales ?

Les études présentées ici tentent d'apporter des éclairages et des réponses à certaines de ces questions. En insistant sur l'analyse des pratiques sociales, nous constatons que les sociétés africaines, contrairement aux images, aux perceptions et à certaines analyses, sont en effervescence, elles n'évoluent sans doute pas selon les prévisions des experts et des spécialistes, mais elles évoluent à leur rythme, selon leur temps, en fonction de leurs logiques et rationalités ; mais elles évoluent quand même...

Avant de rentrer dans le vif du sujet, il paraît indispensable de se poser la question de savoir si aujourd'hui, en France et à l'Université de Picardie Jules verne, parler de l'Afrique n'est pas déjà "sensible", c'est-à-dire "pénible" (sens vieilli du mot sensible : cf. Robert, sens II, voir ci-dessous). Il sera surtout ici question de l'Afrique noire, mieux, et pour éviter de heurter les âmes sensibles, l'Afrique au Sud du Sahara. Nous insisterons davantage sur le monde francophone.

I - DES SIGNIFICATIONS AUX PERCEPTIONS

Le mot "sensible" est susceptible de différentes interprétations. Si l'on se réfère au dictionnaire Robert, on s'aperçoit que le terme sensible renvoie généralement deux sens distincts, selon que le sens actif (sens I), ou le sens passif (sens II) : au sens actif, il renvoie à : "névralgique" (pour des choses et phénomènes) (sens I.1) ; ou à "émotif, impressionnable", "aimant, bon, compatissant, humain, tendre" ; "accessible ; réceptif" (pour des personnes)

(sens I.2), pour mesurer les objets, on parlera de la "sensitométrie" (sens I.3) ; au sens passif, qui voit le jour au début du XIV^e siècle., il renvoie à "matériel, palpable, tangible, visible" "perceptible" (sens II.1), mais également à "apparent, appréciable, important, notable" (sens II.2) ; comme expression vieillie, il signifie "pénible" (sens II.3). Comme terme opposé, on relève "insensible", "dur", "froid".

On peut ainsi distinguer trois grands "sens" au mot "sensible"². Ces trois grands "sens" se retrouvent rassemblés autour de trois groupes de termes qui permettent à bon nombre d'observateurs de la réalité africaine de donner une image de l'Afrique : "névralgique ou stratégique", "émotion, amour, passion, compassion, tendresse" ; "Humain, humanité ou humanitaire". A cette série, il faudra ajouter l'idée de "vulnérabilité", que nous empruntons à la musique, puisque, lorsqu'on parle de "note sensible"³ : *il s'agit d'une note de musique extrêmement vulnérable, à cause également des influences qu'exercent sur elle d'autres sons de l'échelle tonale. L'accord édifié sur le septième degré est une superposition de deux tierces mineures. C'est le seul qui présente cette configuration, et l'intervalle entre le "SI" au grave et le "FA" à l'aigu n'est plus, comme pour les autres degrés d'une quinte juste, mais d'une quinte diminuée. Intervalle dissonant, éminemment instable et qui dans l'harmonie classique appelle impérativement une résolution* — nous dirions, une solution.

Voici quelques perceptions de l'Afrique, que les médias amplifient : une Afrique⁴ "appauvrie dans la spirale des conflits" ; le "rêve brisé" en Somalie avec "l'effondrement de l'Etat" ; "une guerre oubliée" au Liberia, avec notamment "des ethnies [qui] se trouvent «au-delà des frontières»" ; les interventions du "gendarme", entendez la France "toujours présente", et qui aurait "des nouveaux habits" ; "le feu court dans la région des Grands Lacs", avec le "génocide Rwandais" ; et l'année 1994 qualifiée "d'année du Rwanda" — Afrique dont on dit cependant que "les richesses restent convoitées".

On pourrait réduire ces commentaires à deux images principales de l'Afrique : *l'Afrique sensible*, et *l'Afrique sans cibles*. L'Afrique sensible, ici visible est celle du "matériel", du "tape-à-l'œil" pour faire comme les "modernes", parfois sous les impératifs des "modernisateurs" ; c'est aussi celle que nous saisissons, celle que nos sciences saisissent plus facilement, parfois par routine conceptuelle, celle que nos caméras et nos médias s'accaparent/captent plus facilement ; l'Afrique des hommes du/de Pouvoir, des hommes d'en Haut qui voient les autres de haut ; c'est enfin l'Afrique du "paraître", des discours, des immeubles et infrastructures somptuaires — en fait et sans doute l'Afrique du mirage et de l'illusion.

2. Ces trois sens renvoient à des questions traitées dans les travaux antérieurs du CURAPP, notamment, sur les thèmes de "la communication...", "le for intérieur", la "compassion", "les bonnes mœurs", etc.).

3. *Encyclopédia Universalis*, vol. 16, p. 155.

4. Voir "Le bouleversement du monde", *Le Monde diplomatique*, Manière de voir 25, février 1995, pp. 21-35

Nous ne disons pas que les images projetées devant nos écrans de TV soient fausses, ce sont sans doute des images vraies, mais elles sont parfois fausses, falsifiées, parce qu'enlevées du contexte qui a présidé à leur prise de vue. On leur fait dire ce qu'on veut, tout ce qu'on veut ; on les utilisera deux fois, dix fois, cent fois, mille fois ; on les retournera avec toujours à chaque fois le même objectif : susciter de la compassion, de la pitié ; attiser la sensibilité du téléspectateur/lecteur ; attirer la sympathie du complice en voyeurisme ; pour nous inciter à un peu plus d'humanité/humanisme pour ces populations en détresse, pour cette espèce menacée et sans doute en voie de disparition, car la cohorte des calamités et catastrophes est innombrable, innommable, incomptable : Virus Ebola, "SIDA", "dévaluation". A la fin de toute cette énumération, parfois, sinon souvent défile un numéro de compte bancaire au bas de l'écran, de la page du journal ou de l'affiche. A titre d'exemple cette affiche qui inonde les panneaux d'affichage en Belgique au début de l'année 1997 : on y voit en plein désert une femme portant un lourd sac à la tête et tenant un enfant par la main droite. Tous sont pieds nus sur une terre fissurée sans une seule trace de vie végétale ; on peut lire en gros "*Qu'ils se débrouillent ! (c'est bien notre avis)... Aidez-les à ne plus avoir besoin d'aide*". Ces deux phrases encadrent l'image. Au-dessus de la seconde phrase, on peut lire un texte écrit en très petits caractères : "*Qu'ils se débrouillent, César en Bolivie, Rose au Cameroun et les millions d'autres qui luttent pour un avenir différent et une société plus juste. Qu'ils se prennent en charge pour échapper à la dépendance humanitaire et au cercle vicieux de l'assistance. Qu'ils creusent des puits, qu'ils irriguent des cultures, qu'ils fondent des coopératives, des imprimeries, bref qu'ils puissent ne plus rien devoir à personne. Mais d'abord, qu'ils puissent compter sur vous. Qu'ils sachent qu'ailleurs, là où l'herbe est plus verte, vous êtes prêt à les aider. Les aider à ne plus avoir besoin d'aide*". Dans le coin droit de l'Affiche, on trouve le nom de l'organisation responsable de ladite campagne ainsi que son numéro de compte : "S.O.S. FAIM ccp 15-15".

Si l'image du continent africain est "galvaudée", n'est-ce pas parce que la plupart de leurs leaders n'ont pas une vision précise de ce qu'il peuvent ou veulent faire de leur pays ? Ces élites possèdent-elles toujours l'expérience/pratique et les outils scientifiques et politiques adéquats ? S'ils les possèdent, ne sont-elles pas souvent d'importation, et nécessitent un minimum d'indigénisation ? Car, les outils, les systèmes de pensée et d'organisation des leaders politiques africains sont d'origine étrangère, et il est important d'en maîtriser l'historicité, les subtilités et les sensibilités qui ont conduit à leur émergence ou production. Les outils, les techniques et les technologies politiques sont-elles suffisantes ? Les leaders politiques ne sont-ils pas souvent soumis à des pressions auxquelles ils n'ont pas été préparés ou qu'ils n'ont pas imaginées ? Les conséquences sont nombreuses, dont le mimétisme qui s'en suit⁵.

5. Sur le mimétisme institutionnel, voir Badie (B.), *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

Nous allons articuler notre réflexion autour de trois axes :

1) *L'Afrique sensible* : il s'agit de revisiter l'image/perception véhiculée depuis les premiers aventuriers et explorateurs arrivés sur le continent africain, entretenu par les élites africaines et autres affairistes pour des raisons diverses, et de voir les conséquences que cette image continue d'avoir sur le sens commun, et sur les orientations politiques, etc. ;

2) *L'Afrique sans cibles* : renvoie sans doute au manque de cohésion, à "l'ambiguïté", le paradoxe de ce continent que l'on dit à la fois riche et pauvre, grand et petit, fort et faible,

3) *L'Afrique, — du moins aujourd'hui — serait-elle un objet sensible d'étude et de recherche en sciences sociales*, en général, au CNRS et dans des universités comme celle de Picardie qui accueille bon nombre d'étudiants africains ?

II - DE L'AFRIQUE SENSIBLE : DES IMAGES, DES CONCEPTS... DE LA PASSION A LA COMPASSION

A) Afrique des "sauvages" et des ambiguïtés...

La première image renvoie à l'Afrique décrite par les aventuriers, les premiers ethnologues et missionnaires ("*anthropologres*" comme les appelle Jean Copans) arrivant sur le continent et repris par des intellectuels et des "célébrissimes" hommes politiques comme Léopold Sédar Senghor, ancien président du Sénégal et aujourd'hui académicien à Paris, qui écrivait : "*L'émotion est nègre, la raison hellène*".

C'est l'image d'une Afrique des *sens*, des *non-sens* et des *contresens*. L'Afrique des *sens* est celle qui donne l'image de peuples émotifs, épidermiques, sauvages. C'est aussi l'Afrique de la sensation (rythmique : passions pour la danse...), du sensationnel (émerveillement), de l'exotisme, du folklorique. C'est également l'Afrique des passions ethniques (pour reprendre l'expression de C. Vidal), rites et traditions dépassées, de l'irrationalité ; donc une Afrique qui ne saurait ou n'est pas capable de s'accoutumer à la Science, à la modernité, au développement, incapable de se prendre en charge sans l'aide de l'étranger (de l'Occident principalement).

L'Afrique des *non-sens*, c'est ce continent que l'on dit excessivement "aidé" et qui n'arrive pourtant pas à décoller et à rattraper le retard qu'on lui a promis depuis plus de trente ans. Continent tellement aidé, mieux, continent dont les élites sont tellement assistées qu'elles n'arrivent pas à se décoller des systèmes de clientèle qui les ont secrétées : le flot/l'important flux de capitaux étrangers

(coopération) et les privilèges d'un pouvoir protégé et sans partage les a rendues fou (*non sense*) au point qu'elles se soient enrichies — pire en replaçant leur butin à l'étranger — et en abandonnant les populations dans le dénuement le plus complet. Quelle hypocrisie des agences d'aide et de coopération !

L'Afrique des *contre-sens* — ici dans le sens de contre-courant —, c'est ce continent qui ne va pas où on lui dit, qui n'arrive pas là où on l'attend, qui ne se trouve pas là où on le cherche, qui n'est pas au rendez-vous, qui n'est jamais à l'heure indiqué, qui suit son temps, son rythme, ses sensibilités, ses "réalités". C'est ce continent dont on constate que les populations *refusent leur développement*, en réalité, leur enveloppement. Ces populations refusent de suivre ou d'emprunter les *boulevards du destin* qui leur sont tracés par des élites politiques et administratives omniscientes, autosuffisantes et arrogantes : "*boulevard du destin*" est une allusion et jeu de mot des populations d'Abidjan en Côte d'Ivoire pour débaptiser le "Boulevard Giscard d'Estaing", du nom de l'ancien Président français⁶.

Des pays entiers sont réduits à la mendicité, des territoires en lieux d'expression d'organisations non gouvernementales, lieux d'expérimentation de concepts et de projets et des programmes de développement... Mais, il faut reconnaître de tous les pays du continent ne se trouvent pas dans la même situation : le Ghana n'est pas le Sénégal, le Gabon n'est pas le Centrafrique, le Kenya n'est pas le Cameroun, le Tchad n'est pas le Zimbabwe, etc. Nous sommes en face d'une Afrique plurielle.

B) Afrique plurielle, convoitée et vulnérable

Selon l'histoire propre à chaque pays, ses populations, sa position stratégique, les richesses de son sous-sol, etc., on est en présence de convoitises diverses. Pour se faire une idée, le Nigeria produit environ 2 millions de barils de pétrole par jour à vingt dollars US le baril, cela fait environ 40 millions de dollars chaque jour, sans compter les autres ressources connexes.

1/ Afrique névralgique/stratégique

L'Afrique l'est depuis des siècles, elle a constitué pendant longtemps le pont entre l'Atlantique et le Pacifique ; chemin incontournable pour la route des Indes. Constituée d'une forte démographie, elle servira de base pour les traites arabo-musulmanes, puis européennes. Les XVIII^e et XIX^e siècles font de ce continent le lieu des concurrences européennes de toutes sortes, économiques/industrielles, missionnaires/évangéliques, politiques/linguistiques, etc. C'est un continent dont les matières premières restent convoitées.

6. Dénomination par dérision. Ce boulevard à quatre voies sans terre plein dont on peut imaginer qu'il a englouti d'énormes sommes pour sa construction, n'est plus emprunté par les populations dont bon nombre y ont laissé la vie.

Le XX^e siècle marquera également l'importance stratégique de l'Afrique, notamment durant la guerre froide⁷. L'Afrique aura été l'un des continents sur lequel les grandes puissances s'affronteront par africains interposés. La fin du XX^e siècle, fait naître un *afropessimisme*, qu'il faut analyser de manière approfondie. A nos yeux, il peut s'agir d'une stratégie de carrière pour certains anciens africanistes, qui se détournent d'un domaine d'étude "dévalorisé" (sans financement) et se retournent aujourd'hui vers le nouvel Eldorado de la recherche que sont les pays d'Europe orientale et centrale. Jean Copans, nous donne l'exemple de la dévalorisation de l'Afrique au CNRS, où les africanistes se retrouvent en queue de liste... Il peut également s'agir d'un aveu d'impuissance conceptuelle à observer/analyser l'Afrique au-delà du "visible" (sens II.1), du "risible" (sens I.2) et du "pénible" (sens vieilli, du mot sensible (cf. Sens II.3). Enfin, il peut s'agir d'une stratégie délibérée de quelques uns, affairistes, financiers et industriels, et hommes politiques qui vise à "dévaloriser", à "dévaluer" le continent africain, dans le but d'obtenir ses richesses/ressources humaines, financières, matières premières à vil prix.

2/ Afrique de la passion..., de la compassion...

C'est l'image la plus véhiculée. L'image d'une Afrique de la *famine*, de la *pauvreté*, de la *misère*, des enfants *maltraités*, *exploités*, des femmes "soumises", *infantilisées*, *marginalisées*, etc. La liste est inépuisable, le catalogue sans cesse enrichie de nouveaux qualificatifs, toujours aussi scabreux, quelquefois fondés, parfois insupportables...

C'est l'Afrique de la pitié, de la commisération, de la misère, de la faim/fin (chaos)... ; qui conduit à une troisième image : celle de l'Humanitaire. Le continent africain — comme toutes les anciennes colonies — aura ainsi servi à l'émergence/déploiement de nouvelles professions : aventurier, explorateur, missionnaire, administrateur colonial, administrateur post-colonial, ethnologue/anthropologue, "humanitariste : profession de l'urgence".

Or, il faut savoir que ces différentes images de l'Afrique n'ont pas toujours permis d'aborder la réalité africaine avec un autre prisme que celui de l'observateur occidental, ou celui formé aux méthodes occidentales. Cet *ethnocentrisme* est décrié par Jean Copans, pour qui il s'agit là certainement de la première question sensible en/sur l'Afrique⁸.

7. M'Bokolo (E.), *L'Afrique noire au XX^e siècle. Le continent convoité*, Paris, Le Seuil, 1985 ; Amin (S.), *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Anthropos, 1988 et *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers Monde*, Paris, l'Harmattan, 1989.

8. Cf. art. précité.

Les difficultés de l'Afrique se trouvent également dans l'image qu'en donnent ses dirigeants et ses élites, l'image d'un continent sans stratégie régionale, désuni, déboussolé dans un mode de plus en plus globalisé : on peut alors parler d'une Afrique "sans cibles"⁹.

III - L'AFRIQUE SANS CIBLES

Il s'agit de poser la question de la place de l'Afrique dans les siècles prochains, la question d'une vision, d'une stratégie globale dans un monde de plus en plus globalisé, interpénétrant, anthropophage : question d'une urgente nécessité, même si les difficultés sont nombreuses : désunion, déracinement, "décérébrage".

A) L'Afrique désunie

La désunion commence par la prolifération des groupements d'Etats entre Afrique noire et Afrique blanche, les différentes conceptions/positionnements politiques ou idéologiques compliquent la tâche ; il faut y ajouter les organisations continentales nombreuses (Organisation de l'Unité africaine ; organisations politiques régionales ou à caractère économique et technique, etc.).

L'Afrique sans cibles c'est l'Afrique de la désunion, de la mésentente, sans (voies/voix) de communication et de communion qui ne cessent de trouver des référents à Londres, Bruxelles, Paris, ou à Washington. L'Afrique désunie est également celle qui n'a pas confiance en ses propres hommes et fait appel à des "mercenaires" ou experts étrangers, lorsqu'il s'agit enfin pour des militaires bureaucrates/bourreaucrates de défendre le patrimoine national (exemple d'un Mobutu moribond dont les forces armées se sont montrées incapables d'assurer la première de leur mission : protéger les populations et préserver le territoire national contre toute attaque extérieure, alors même qu'une bonne partie de ce territoire (le Kivu), était depuis de longues dates abandonnée à son sort, et aux mains des organisations du système des Nations unies (Haut Commissariat des Réfugiés) et des agences humanitaires dont on ne cesse de relever "l'ambiguïté" des interventions de bon nombre d'entre elles¹⁰. Ce n'est pas la première fois que Mobutu recourt à une intervention étrangère pour sauver son régime et les sociétés occidentales de l'ex-Katanga : on se souvient qu'en mai 1978, huit cent parachutistes français du 2ème REP (régiment étranger de parachutistes), suivis de sept cent belges se lancent dans une guer-

9. Castelan (C.), Langelier (J.-P.), *L'Afrique déboussolée*, Paris, Plon, 1978.

10. Une mission dans la région des Grands lacs (Zaïre, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Kenya) en avril 1996, a permis de nous rendre compte de ces réalités. L'aide internationale "à tout prix" conduit à "l'impunité humanitaire", voir, De Waal (A.), "Crises africaines et interventions internationales en toute impunité humanitaire", *le Monde diplomatique*, avril 1998, p. 32.

re de "six jours" à Kolwezi, capitale de la province du Shaba et font échec à la "rébellion" des membres du Front de libération national du Congo. La poudrière de la région des grands lacs (Rwanda, Burundi, Congo Kinshasa, Ouganda, Tanzanie), la situation de guerres imminentes sur divers points du continent permettent de songer au scepticisme.

Pourtant, l'histoire de la construction européenne — des guerres et massacres des XIX^e et XX^e siècles entre pays européens — jusqu'à la monnaie unique qui se met en route à partir du 1^{er} janvier 1999, démontre bien que l'on peut arriver à mettre autour d'une table des personnes, des pays, des cultures, des sociétés à priori inconciliables... Pour cela il faut de la volonté, du courage, de la ténacité, de la pugnacité, de la patience, du travail, des stratégies, du rêve.

B) Des élites déracinées

L'Afrique sans cibles est aussi la manifestation/l'incapacité des élites à s'inscrire dans l'Histoire du monde ; à produire et à diffuser des idées qui trouvent une *enracinement social*, qui s'approchent et s'accrochent avec les "*sensibilités sociales*" des populations concernées. Les discours incantatoires sur le développement, la souveraineté et l'indépendance nationales contrastent largement avec la logique des Etats africains ; de même que les slogans comme "santé pour tous en l'an 2000" sont en contradiction patente avec la vie quotidienne des populations. Handicapées intellectuelles (cloisonnements linguistiques et politiques), otages d'un système international dont elles ne voient pas les moyens de s'en sortir, ou amnésiques (volontaires ?) pour bon nombre — qui occupent des positions stratégiques — les élites répètent et assèment la plupart du temps la/leur vérité, largement inspirée des expériences d'outre-Manche ou d'outre-Rhin, ou d'outre-Atlantique et sans prise réelle avec la réalité. Lorsqu'elles reproduisent une réalité importée, elles n'en retiennent que le contenant, lorsqu'elles adoptent une institution politique ou administrative, une institution d'éducation ou de formation (Ecole ou université) elles n'en retiennent que le symbole et non la symbolique, elles n'en retiennent pas le sens profond, ou du moins, elles ne lui donnent pas un sens, leur sens. Elles le rendent *sensible* (visible, apparent, omniprésent par sa forme), mais elles ne le resituent pas par rapport à leur historicité, à leurs réalités et à leurs besoins sociaux, même les plus primaires....elles ne *sensibilisent* pas suffisamment les populations et les "indigènes" aux nouveaux outils qui doivent désormais faire partie de leur environnement : l'exemple de la démocratie au Congo Brazzaville reste à ce titre illustratif (cf. *infra* textes de R. Bazenguissa et A. Kouvouama).

Pourquoi se perpétuent les images misérabilistes sur les pays africains ? Pourquoi les africains n'ont-ils pas de réponse à donner ? Autrement dit, pourquoi les voix/voies africaines qui s'élèvent ne sont pas entendues ?

Pourquoi l'exil de bon nombre d'entre elles n'émeuvent et ne mobilisent pas les défenseurs des "droits de l'homme"¹¹ ? Plus clairement, pourquoi les africains ne pèsent-ils pas d'un poids considérable sur le destin et la destinée de leur peuple ? Comment ne pas se poser la question de la défection de certains "ténors" des oppositions africaines — parfois des brillants universitaires, des "intellectuels" comme on les appelle —, qui il y a à peine trois ans, combattaient les gouvernants — d'ailleurs toujours en place — aux côtés des populations abusées et désabusées contre l'arbitraire, la violence, pour la liberté d'expression, la transparence de la gestion des affaires publiques, l'introduction du contrôle démocratique efficace. Bon nombre de ces leaders font leur entrée dans les gouvernements qu'ils ont combattus alors que les choses n'ont pas depuis lors évolué dans le sens de leur combat. "Alliance contre nature", "pacte avec le diable", les mots manquent parfois pour qualifier ces désaffections ; des arguments sont émis pour justifier ces "ralliements" dignes de l'époque des dictatures¹² : il faut pardonner même ses ennemis, c'est inscrit dans la culture africaine, semble-t-il (Rémy Bazenguissa illustre le cas du Congo)¹³. Ce qui interpelle le plus, c'est que du sang a coulé lors de ces combats, des espoirs ont été placés en ces anciens leaders de l'opposition... Comment interpréter ces revirements, quelle image laisse-t-on aux populations, quelle image donne-t-on de la politique ? Ne contribue-t-on pas davantage au "décérébrage" des sociétés ?

C) Des sociétés décérébrées

En réalité, l'Afrique des élites désunies, déboussolées dissimule la manifestation de *troubles de la mémoire*, une difficulté de positionnement idéologique, une remise en question de la nature intrinsèque de l'Etat postcolonial, prétendument national, une absence de repères et de références historiques, institutionnelles, étatiques, intellectuels évidents. A titre d'exemple, les espaces territoriaux découpés selon les critères et les rationalités des puissances coloniales ne résistent pas tous les jours au sens de l'histoire des hommes, au sens et au sang commun qui lie des populations sur les espaces concernés depuis des siècles. Ces troubles expliquent le manque de courage à poser la question des frontières héritées de la colonisation, non en terme "*d'intangibilité des frontières* [physiques]", mais en terme de leur effacement dans les têtes des individus. Les expériences se sont déjà réalisées par le passé avec plus ou

11. Pour le cas du Cameroun, on signalera entre autres l'exil d'Achille Mbembe aux Etats-Unis, Jean-Marc Ela au Canada, Célestin Monga aux Etats-Unis. Pour leurs publications, lire entre autres, Ela (J.-M.), *Afrique, l'irruption des pauvres. Société contre ingérence, pouvoir et argent*, Paris, L'Harmattan, 1995, 266 p. ; Monga (C.), *Anthropologie de la colère. Société civile et démocratie en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1994. On peut également citer l'exil du célèbre prix Nobel de la littérature d'origine nigérienne Wolé Soyinka.

12. Emagna (M.), "Les intellectuels camerounais sous le régime Ahidjo (1958-1962)", in *Afrika Focus* (Belgique), vol. 12, n° 1-2-3, 1996, pp. 51-83.

13. Nous pensons plus tôt qu'il s'agit du poids de la culture crypto-chrétienne. Car, les cultures africaines admettent bien "la mise en quarantaine" des fautifs.

moins de bonheur selon les cas dans le domaine politique (la Fédération du Mali qui a vécu de 1958 à 1960, l'Organisation de l'unité africaine), dans les domaines économique et douanier (Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) ou son correspondant pour l'Afrique de l'Ouest la CEDEAO, etc.). On peut être séduit devant la mobilisation contre le colonisateur, de la pertinence des arguments des années 50 ; autant on peut être déçu du résultat. L'ennemi d'hier, qui cristallisait contre lui toutes les foudres des indépendantistes et patriotes continue d'influencer fortement le cours des événements et les nouveaux ennemis sont à l'intérieur du pays : les fusils sont retournés.

Il revient surtout de s'attaquer à l'effacement des frontières dans les mémoires (cerveaux) des africains. Lourde tâche certes à laquelle le continent devra malheureusement être confrontée dans les années à venir. En effet, si l'Afrique se fait/défait sans les africains, l'Afrique des africains par les africains sonne encore comme un vœu pieux¹⁴, tant le mur intellectuel qui sépare parfois les élites entre elles, des cloisonnements et des distinctions diverses (langues, lieux de formation, costumes, etc.) prennent le pas sur les enjeux essentiels. Il est pourtant triste de rappeler que ces désunions, ces manques de vision stratégique continentale — très fortement repérable chez les francophones — constituent des formes de solitude suicidaire face à l'ampleur des difficultés et des défis à relever. Il faudra espérer un sursaut de la part des élites politiques — et elles y seront contraintes — puisqu'elles seront bientôt confortées au premier vecteur de l'indépendance d'un Etat, la monnaie. En effet, l'introduction de l'Euro va destabiliser le franc CFA et posera de manière pertinente l'urgence d'une monnaie africaine. A moins qu'une solution de facilité ne soit trouvée à travers la convertibilité par rapport au dollar américain, comme c'est actuellement le cas au Congo Kinshasa et au Rwanda sous la pression des populations.

D) La nécessaire professionnalisation des "métiers" politiques

Il est cependant juste de reconnaître que les populations s'adaptent mieux à la "conjoncture" : face à la crise économique, elles ont su réagir en empruntant des voies parfois "insolites", mais ajustées à leur passé, comme le développement du secteur informel¹⁵.

14. Diop Cheikh Anta, *Les fondements culturels, techniques et industriels d'un futur Etat fédéral d'Afrique noire*, ed. revue Présence africaine, 1990 ; Matoko (E.), *L'Afrique par les africains : une utopie ou une révolution ?*, Paris, L'Harmattan, 1996, 254 p.

15. Coquery-Vidrovitch (C.), "Quand l'essor du secteur informel se nourrit des acquis du passé", *Le Monde diplomatique*, mai 1993, pp. 16-17 ; également, Emagna (M.) et Mouko-A-Biscene (J.-M.), "Redécouverte du privé" et "Etat introuvable en Afrique", in Chevallier (J.) (dir.), *Public/privé*, Paris, PUF, CURAPP, 1995.

Nous pensons que les sciences, les technologies de manière générale, mais les sciences humaines et sociales en particulier ont devant elles un bel avenir. Car, il leur appartiendra de capitaliser les savoirs déployés depuis des siècles sur l'Afrique et de les transformer en savoir utile au service de leurs peuples. Vaste projet pour lequel Jean Copans trace les écueils à éviter¹⁶. Les luttes pour le pouvoir au Congo peuvent permettre de constater que les élites conquièrent le pouvoir pour le pouvoir. Mais, le "Mhoiceulisme"¹⁷ ou la conquête du pouvoir absolu n'est pas un monopole africain. Comme tous les métiers, la politique s'apprend : on ne s'improvise pas homme politique, il faut du temps, de l'expérience pour se montrer capable de résister à toutes les sollicitations et pressions diverses qu'imposent la gestion politique de la Cité dans un environnement international de plus en plus pressant, étouffant. Car, de même que chantait le camerouno-nigérian Nico Mbarga, "*if everybody begin make trade no who go buy ?*" ("si tout le monde commence à faire du commerce qui va acheter ?"), tout le monde ne peut faire de la politique : il faut bien que ceux qui lui consacrent leur vie y soient préparés, du moins dans la meilleure connaissance des enjeux, de l'environnement humain, social, économique, politique et international dans lequel ils sont amenés à évoluer. L'éminent Patrice Lumumba, comme les premiers leaders africains des indépendances, à l'exception de Senghor, se forme sur le tas¹⁸ — la politique étant un tabou dans le système colonial —, ils n'ont souvent pour expérience du pouvoir que la lecture d'ouvrages disparates et des connaissances théoriques. Il faut pourtant être organisé et capable de résister aux pressions diverses : "*tentatives de destabilisation, recherche d'alternatives... opérations militaires, soutien à des dissidences et à des sécessions [...] basses manœuvres de la CIA, participation active de fonctionnaires de l'ONU à sa révocation*"¹⁹, voilà ce qu'a eu droit Patrice Lumumba durant son bref passage comme Premier ministre du Congo belge en 1960.

Il nous paraît dès lors important de poser la question de la fonction et du rôle des sciences sociales dans la "sensibilisation" des africains à leurs problèmes, et surtout dans l'émergence d'une intelligentsia qui pourrait permettre "*le développement d'une autonomie sociale et culturelle à même de produire un savoir formellement indépendant et des collègues occidentaux et des pouvoirs africains*"²⁰.

16. Cf. *infra*.

17. Emagna (M.) et Mouko-A-Biscene, "Redécouverte du privé" et "Etat introuvable en Afrique", précité, précisément pp. 214-215.

18. Ou bénéficient de formation de masse dans les écoles étrangères comme l'école nationale de la France d'Outre-mer (ENFOM), après 1959 à l'Institut des hautes études d'Outre-mer (IHEOM), ancêtres de l'actuel Institut international d'administration publique (IIAP) de Paris.

19. Willame (J.-C.), *Lumumba Patrice, La crise congolaise revisitée*, Paris, Karthala, 1990 ; p. 471.

20. Copans (J.), *La longue marche de la modernité africaine : savoirs, intellectuels et démocratie*, Paris, Karthala, 1990 ; citation, p. 318.

IV - L'AFRIQUE, OBJET SENSIBLE D'ÉTUDE EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES...

Il nous paraît certain que les sciences sociales sont promises à un bel avenir en Afrique. Les sciences humaines et sociales ont fait l'objet d'enseignements tronqués ou trop théoriquement lorsqu'elles n'étaient pas purement et simplement écartées des universités africaines -la science politique et la sociologie principalement. Les difficultés ne se limitent pas à ce niveau : les ouvrages publiés pour la plupart l'étaient à l'étranger²¹ — et ils restent hors de prix pour les enseignants et les étudiants ; les budgets des bibliothèques ne sont pas suffisamment approvisionnés, et les politiques nationales en matière de documentation fondées sur les dons d'ouvrages ne constituent pas des politiques viables et durables. Les ouvrages publiés dans les langues "officielles" (coloniales) n'atteignent que de manière limitée l'élite et accessoirement les lecteurs potentiels.

A) Des mémoires déportées et la nécessaire réappropriation de l'histoire africaine

A ces difficultés, il faut ajouter la problématique de l'Histoire africaine qui est inscrite/écrite hors d'Afrique et conservées hors du continent : des ouvrages (œuvres littéraires ou scientifiques), mémoires, thèses, rapports administratifs ou à caractère universitaire sont conservés et exploités par les centres de documentation et les universités étrangères. Prenons le cas de la Guinée de Sékou Touré : ce pays demeure fragile par l'absence de données administratives et politiques sur une longue période (coloniale) du pays : le "Non" de Sékou Touré au Général de Gaulle en 1958 a provoqué le "rapatriement", l'accaparement d'un patrimoine national guinéen, ainsi que des identités individuelles. Pour se faire établir une fiche d'état civil ou tout autre document administratif, les guinéens, comme d'ailleurs bon nombre d'africains nés avant les années 60 doivent faire appel au "Fichier de Nantes" en France... Ceux qui fréquentent les archives coloniales connaissent le flot d'informations et de renseignements qui s'y trouvent, et qui pourraient mieux éclairés les contemporains africains sur leur passé colonial et le plus récent.

Toute la responsabilité n'est pas que coloniale. Les africains eux-mêmes ne connaissent pas suffisamment leur histoire et ne font pas beaucoup d'effort pour la connaître. On a l'impression que les élites politiques et administratives ont peur d'ouvrir des plaies non cicatrisées : aucune politique de recherche ne semble se préoccuper du sort et de l'exploitation des archives "nationales". On profite des opportunités étrangères à l'instar de celle de l'Observatoire des

21. Des initiatives sont prises localement par certains enseignants qui publient des ouvrages ou des revues à compte d'auteur, ou dans leur propre "maison" d'éditions. Or, le travail ne se limite pas qu'ici, il y a la lourde mission de la gestion, de la vente et de la diffusion de la publication.

fonctions publiques africaines (OFPA)²² créé en 1991 par le ministère français de la coopération. En effet, des pans entiers de cette histoire ne sont pas inscrits dans les manuels officiels, on les trouve dans des centres d'archives ou des bibliothèques à l'étranger. Lorsqu'ils se trouvent dans les archives nationales, ils sont peu consultés. L'histoire des régions, des communautés humaines voisines n'est pas enseignée, le peu qui est connu n'est pas valorisé, ni diffusé. Le voile se lève progressivement sur les zones sombres de l'histoire africaine, à l'instar des luttes d'indépendance ou la gestion des "*nouveaux pouvoirs africains*"²³. L'ouvrage d'Achille Mbembe sur la naissance du maquis au Sud-Cameroun nous paraît fondamental pour tout camerounais ou africain qui voudrait en savoir plus, sur la personnalité d'un "résistant" africain, Ruben Um Nyobe, mais également sur les restrictions et les falsifications de "*l'usage publique de la raison*" chez les colonisés d'Afrique francophone²⁴. Quelques années auparavant, Jean Copans et René Dumont resituent la "*longue marche de la démocratie en Afrique*" dans la longue durée²⁵ : on (re)découvre que la démocratie en Afrique ne date pas du "vent d'Est", ni des slogans mitterrandiens de La Baule. C'est un combat permanent qu'ont mené bon nombre d'africains depuis la période coloniale et les premières années des indépendances durant lesquelles les systèmes de dictature garantissaient mieux la sécurité des intérêts du bloc occidental en Afrique. Le respect des droits de l'Homme — l'autodétermination et l'indépendance des peuples — qu'exigeaient les opposants n'était pas à l'ordre du jour...

Or, comme le démontre Oscar Pfouma dans *le nègre de Velasquez*, l'acculturation n'est pour le monde noir qu'une façon de gérer son propre esclavage, et il faut recourir à l'Histoire pour inventer une Afrique dont les Africains seront non plus les locataires ou les spectateurs, mais les architectes ou les bâtisseurs²⁶.

À la décharge des africains, comment interpréter l'appel pathétique de ces étudiants africains de l'Université de Picardie à qui l'on impose sujets d'étude, des sujets qui ne correspondent en rien à leur recherche d'identité, à la quête de leur mémoire historique, ni à leur "plan" de carrière. Loin de nous l'idée selon

22. L'OFPA est basé à Cotonou au Bénin.

23. Cf. Thomas Sankara au pays des hommes intègres (Burkina Faso) : lire, Ziegler (J.), et Rapp (J.-F.) (Entretiens), *Sankara, un nouveau pouvoir africain*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre/ABC, 1986 ; ou sur Lumumba, Willame (J.-C.), *Lumumba Patrice, la crise congolaise revisitée*, précitée.

24. Mbembe (A.), *La naissance du maquis dans le Sud Cameroun (1920-1960). Histoire des usages de la raison en colonies*, Paris, Karthala, 1966, sorte de synthèse de deux publications postumes de Um Nyobé (R.), *Le problème national Kamerounais*, Paris, L'Harmattan, 1988 et *Écrits sous le maquis*, Paris, L'Harmattan, 1989.

25. Copans (J.), *La longue marche de la modernité africaine...*, Paris, Karthala, 1990 ; Dumont (R.), *Démocratie en Afrique noire. La longue marche de l'Afrique noire vers la liberté*, Paris, Le Seuil, 1991.

26. Pfouma (O.), *Le nègre de Velasquez et le miroir de l'histoire : les héritiers de Juan de Pareja*, Publisud, 1996, 114 p.

laquelle les étudiants africains ne doivent s'intéresser qu'à des préoccupations africaines. Notre propre exemple témoigne du contraire²⁷. Il importe par contre de respecter les doléances particulières des étudiants qui une fois arrivées en phase pré-doctorale souhaitent revenir sur des questions qui les concernent. Ce d'autant plus, qu'ils n'ont que peu d'ouverture en matière de carrière universitaire et d'emploi en Europe. Il s'agit d'une question qui doit être débattue, et l'Université de Picardie possède en son sein de compétences²⁸. En effet "d'anciens" africanistes enseignent dans plusieurs facultés et sont même disposés à diriger des étudiants dans ce domaine. Des travaux sont réalisées dans cette université depuis des années et il importe de les mettre en valeur — ce que compte faire le GUREDAT-UPJV avec des moyens financiers insuffisants.

B) Dépasser l'étude des domaines/sujets "sensibles" (visibles)

La première approche a souvent conduit à analyser l'Afrique en rapport avec l'histoire occidentale, sans tenir compte de la perspective de longue durée : on a souvent analysé l'Afrique à un moment X dépassé de l'histoire occidentale, et on la comparait avec l'Occident du moment. Il ne faut donc pas être sorcier pour constater l'écart entre le "modèle" et "la copie". Fallait-il consacrer des thèses et des ouvrages entiers sur cette problématique : le résultat étant connu à l'avance ? La plupart des premières études postcoloniales dans les différentes disciplines des sciences sociales se sont ainsi trouvées enfermées dans cette problématique de l'envers et du revers, modernisme/tradition, du dedans et du dehors, de l'indigène/endogène et de l'exogène...²⁹ On est très vite retombé sur les questions de nature et de culture (débat toujours d'actualité), pour expliquer les différences et les difficultés des jeunes et nouveaux pays africains de s'accommoder avec l'Etat-nation, par exemple, etc... On a facilement conclu que "la corruption" desdites sociétés avaient des origines culturelles³⁰. Ce qui n'est évidemment pas le cas³¹.

27. Nous nous intéressons à la fois aux administrations publiques africaines et occidentales. Ce qui donne une vaste ouverture scientifique et un large éventail pour des comparaisons.

28. Lors des manifestations organisées par le GUREDAT-UPJV (février 1998), des étudiants européens nous ont fait part de leur enrichissement depuis la découverte des ouvrages et les cultures africaines sous les conseils de leur enseignante.

29. Conac (G.) (dir), *Les institutions constitutionnelles des états d'Afrique francophone et de la république malgache*, et *Les Institutions administratives des Etats francophones d'Afrique noire*, Paris, 1979.

30. Maestre (J.-C.), "Aspects originaux de la fonction publique malgache", *Revue internationale des sciences administratives*, 1967, précis., p. 217 ; Médard (J.-F.), *L'Etat sous développé en Afrique noire : clientélisme politique ou néopatrimonialisme*, Bordeaux, Centre d'études africaines (CEAN), 1982.

31. Gouffern (L.), "Les limites d'un modèle ? A propos d'Etat et de bourgeoisie en Côte d'Ivoire", *Politique africaine*, n° 6, mai 1982, pp. 17-34 ; Bayart (J.-F.), *L'Etat en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1991 ; Emagna (M.), "Bonne moralité et corruption en Afrique", in CURAPP, *Les bonnes mœurs*, Paris, PUF, 1994, pp. 379-414.

Développées dans un contexte de guerre froide, les études géostratégiques et juridiques, visaient à analyser le “rapprochement” ou non des pays et de leurs dirigeants à l’un des blocs : les pays étaient ainsi classés en pays/dirigeants marxistes (donc, ennemi à abattre), ou progressistes/modérés — ce qui permettait entre autres de canaliser les financements internationaux au profit des derniers. On s’appesantit surtout sur ce qui est visible : le sommet de l’Etat, et plus particulièrement les institutions : le Président de la république, le Parlement, la Justice, etc... les élites sociales et leur capacité à mimer la civilisation ou à introduire la modernisation et à investir le social, à “civiliser” les populations indigènes, etc... ; à réduire les passions ethniques et à construire une Nation par le Haut. La plupart des études consacrées à ces phénomènes visibles, ne prenaient pas en compte les “dynamiques sociales”, elles ne faisaient pas cas de la dimension créatrice, indisciplinée, voire rebelle des sociétés³².

L’analyse des sens, du Sens et des sensations des individus a souvent permis d’aller au-delà du visible, du risible, et d’aborder les petites gens, les populations et leurs dynamiques internes, leur capacité de défiance/méfiance (indiscipline, résistance, etc.), et de confiance (soumission, acceptation) à l’égard du pouvoir des “grands” d’en-Haut, leurs élites. C’est ici que l’apport de “la sociologie du quotidien”³³ (G. Balandier) est d’un apport capital : sorte “d’anthropoligisation” de la sociologie, elle porte sur “les acteurs sociaux, leurs représentations et symbolisations, leur pratiques, leurs moyens de négocier le rapport aux structures et à l’événement”, sur le plan de la méthodologie, elle permet le recours à “l’observation directe et/ou participante ; l’étude des situations, d’interactions, de mises en scène ; la méthode des histoires familiales et des récits de vie ; le repérage des régularités et des cycles régissant les activités individuelles”³⁴. Il est dès lors possible de faire revivre le résistant camerounais Um Nyobe à travers le déroulement de sa vie quotidienne dans le maquis durant la période coloniale³⁵.

32. Pour la France, la nouvelle approche s’est développée — à la suite des travaux de G. Balandier — autour de la “galaxie” de J.-F. Bayart, J. Copans, A. Mbembe, principalement à travers la revue *Politique africaine*, les éditions Karthala et l’Harmattan. Voir Mbembe (A.), *L’Afrique indocile*, Paris, L’Harmattan, 1988. On doit également citer les travaux de l’Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris, comme ceux de l’historien Elikia M’Bokolo, sur l’ethnie avec la collaboration de Amselle (J.-L.), *Au cœur de l’ethnie en Afrique noire. Ethnicité, tribalisme et Etat en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.

33. Balandier (G.), “La Sociologie du quotidien”, *Encyclopédia Universalis*, Symposium “les enjeux”, IV-b La connaissance de demain, Encyclopédia Universalis Editeur, Paris, 1993 ; pp. 1188-1197.

34. *Idem*, p. 1189. Un exemple pratique de cette approche est le cas de l’ouvrage de Touré (A.), *Les petits métiers d’Abidjan. L’imagination au secours de la “conjoncture”*, Paris, Karthala, 1985.

35. Mbembe (A.), *La naissance du maquis au Sud-Cameroun...*, précité.

Depuis ces trente dernières années, les sciences sociales ont fait un grand bon en avant dans l'analyse des sociétés africaines. Il reste que la marche des sociétés vers la modernité africaine s'accompagne parfois de clichés, d'image et de perspectives "pénibles" comme le passage des dictateurs sanguinaires comme Jean-Bedel Bokassa, Amin Dada, Macias Nguema ou Ngarta Tombalbaye à la tête du Centrafrique, de l'Ouganda, de la Guinée équatoriale et du Tchad, respectivement. La misère, la famine, les guerres tribales, la mort planent sur le continent et on assiste au retour de ce que nous appelons les "nouveaux missionnaires de la Civilisation" du XXI^e siècle, que sont les agences/agents de l'Humanitaires, dont il faut rappeler le caractère parfois néfaste de leurs interventions³⁶.

Certes, on ne peut ne pas être insensible aux malheurs du continent africain, les médias et les associations non-gouvernementales ne cessent régulièrement d'éprouver notre sensibilité, ne serait-ce qu'à travers les images d'enfants affamés au corps décharné. Mais, il faut parfois avoir le courage de se poser des questions pertinentes : comment il se fait que la caractéristique principale de l'Etat postcolonial reste "l'insécurité" permanente, ce qui fragilise toute expérience démocratique ?³⁷ ; "*pourquoi la guerre, pourquoi la guerre ?*", savons-nous que "*...quant il y a la guerre tout le monde est bombé... tout le monde est cadavré...*" demande le chanteur congolais Zao dans sa célèbre chanson "Ancien combattant". Qui arme les africains, dans quels intérêts, qu'en attendent les marchands d'armes ? Qui paie et comment sont payés les mercenaires qui se battent sur le continent africain ? Quel est le prix à payer pour les peuples africains ?... En fin de compte à qui profitent le commerce des armes et les guerres ? Quels sont les fondements de la dette ? Comment mettre en question le principe de la continuité de l'Etat lorsqu'il est prouvé que des accords/projets de coopération sont "frauduleux" (entachés de corruption) ? Comment en apporter les preuves ? Comment s'organiser pour la défense ? Questions qui ne concernent pas que l'Afrique, mais qui méritent d'être posés ici tant il y a une énorme disparité entre les conséquences désastreuses sur les populations de ces pays et les potentialités et les ressources dont regorgent ce continent.

36. Hancock (G.), *Les Nababs de la pauvreté*, Paris, Robert Laffont, 1991 ; Brunel (S.), *Une tragédie banalisée : la fin dans le monde*, Paris, Hachette/Pluriel, 1991 ; Condamines (Ch.), *L'aide humanitaire : entre la politique et les affaires*, Paris, L'Harmattan, 1989 ; Emmanuelli (X.), *Les prédateurs de l'action humanitaire*, Paris, Albin Michel, 1991 ; Rufin (J.-C.), *Le piège humanitaire : politique et humanitaire depuis la chute du mur*, Paris, Hachette/Pluriel, 1992 ; Smith (S.), *Somalie, la guerre perdue de l'humanitaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1993 ; Destexhe (A.), *L'humanitaire impossible : histoire d'une ambiguïté*, Paris, Armand Colin, 1993.

37. Tsiyembe Mwaliya, *L'Etat postcolonial, facteur d'insécurité en Afrique*, Paris, Présence africaine, 1990. 146 p.

*C) Les Sciences humaines et sociales
et l'analyse des mouvements sociaux*

Dans leur grande majorité, les Sciences humaines et sociales — l'histoire, la science politique, la sociologie et l'anthropologie, en particulier — apparaissent comme des sciences subversives par essence, elles ont pour objet l'Homme et la société, elles dévoilent les ordres, analyse les désordres et les complexités et les dynamiques des sociétés. Ce n'est pas un hasard si M. Pasqua n'a pas admis la Sociologie au titre des disciplines devant être enseignées dans "son" Université privée à Nanterre.

Les sciences sociales et humaines permettent de découvrir la complexité de l'Homme et ses ramifications dans la société. Les interventions retenues ici tentent de nous éclairer sur certaines pratiques sociales en Afrique. En effet, à travers l'étude des mouvements sociaux (syndicats d'enseignants en Côte d'Ivoire), Laurence Prouteau finit par découvrir une autonomisation de ces mouvements sociaux, la conjonction d'intérêts individuels et collectifs, les jeux et enjeux matériels et symboliques qui mobilisent les différents acteurs : à travers les questions de l'école, on voit apparaître des enjeux fondamentaux (égalité des chances entre garçons et filles, contestations politiques). Quant à Rémy Bazenguissa et Abel Kouvouama, ils soulignent les contradictions de la démocratisation au Congo. Le premier se penche sur le difficile renouvellement des élites africaines qui s'illustrent ici par des pratiques politiques fondées sur l'usage de la violence armée et les assassinats politiques ; on peut ainsi suivre leur ascension politique qui s'appuie sur un cursus parsemé de périodes de passage au pouvoir, de passage à vide comme opposant, donc victime du pouvoir en place, et un retour au pouvoir, grâce à la nostalgie des populations. Cette lutte entre "prédateurs" accroît la déconfiture de l'État et rend incertaine toute perspective démocratique³⁸. R. Bazenguissa démonte ainsi la construction de l'engrenage de la haine tribale, façonnée autour de la peur, des passions ethno-tribales et sur la situation d'exclusion sociale des désœuvrés, des jeunes scolarisés, des "alliances" parfois contre-nature, ainsi que sur une coalition des professionnels des armes que sont les membres de groupes de gangsters, des militaires des "anciens" régimes. Les gouvernés participent donc activement à la production de la violence, qui n'est pas le monopole de la puissance publique : une multitude de groupes armés côtoient ainsi les forces armées et de police nationale³⁹. A. Kouvouama démontre que si la "conférence nationale", est le libre exercice de "la violence par la parole", il s'agit avant tout d'une "volonté" des divers acteurs à s'engager dans le multipartisme⁴⁰. La conférence nationale a valorisé les "beaux parleurs", ceux pour qui l'art oratoire est presque un exercice quotidien (enseignants, professeurs,

38. Mbembe (A.), "Déconfiture de l'État et risques de la transition démocratique", *Le Monde diplomatique*, mai 1993, pp. 16-17.

39. Ce qui n'est pas une particularité du Congo. Pour une analyse anthropologique de cette violence au Cameroun, lire Monga (C.), *Anthropologie de la colère*, op. cit.

40. Il faut y ajouter les pressions extérieures et l'effet de mode.

syndicalistes). Les acquis démocratiques de cette grand de déballage n'ont pas été complètement consolidés puisque les gouvernements qui se sont succédés n'ont pas pu résoudre les problèmes quotidiens des concitoyens (santé, éducation, emploi). Cette étude permet d'appréhender la capacité de structuration du champ politique par les pouvoirs religieux. L'influence des nombreuses églises — déjà en concurrence entre elles — est incontestable ; leur tentative de récupération et de positionnement dans l'espace public a quelque peu escamoté le processus démocratique : la pratique du "pardon" public⁴¹ — qui aurait pu revêtir une signification particulière si elle s'était accompagnée de mesures d'éloignement (mise en quarantaine) des anciens fautifs se termine par un consensus au cours duquel les anciens fautifs et les victimes acceptent de repartir à zéro — avec l'avantage pour les premiers qui maîtrisent mieux les rouages du pouvoir politique et administratif, ainsi que les leviers militaires.

On peut s'étonner d'entendre R. Bazenguissa, dire que ce sont les populations qui exigent que leurs oppresseurs d'hier — ces "assassins" reconnus comme des "chefs de gangs" — reviennent au pouvoir. Il pourrait apparaître que ces prétendues sollicitations des populations soient des orchestrations de groupes et réseaux d'intérêts occultes⁴². La grand-messe religieuse qui se déroule durant la conférence nationale au Congo s'est reproduite dans les autres pays qui ont connu ce type de forum. Le caractère religieux de la vie publique et la production de la violence (physique) par les gouvernants se retrouvent en Côte d'Ivoire. A travers les mouvements sociaux analysés par Laurence Proteau, les grèves sont l'occasion de "casser" et de perpétrer des actes de vandalisme. Les coupables sont publiquement absous — par télévision interposée — par le Président de la République Houphouët Boigny en personne : les fautifs ne font pas l'objet de sanction pénale comme l'exige la loi. Le Chef de l'Etat fait ainsi preuve de sa magnanimité, fait usage de sa grâce. Comme au Congo, on "pardonne" aux coupables, sans les poursuivre et les sanctionner par les tribunaux. Cette aversion pour la "sanction" des tribunaux semble se justifier par la recherche de la "paix sociale"⁴³.

41. Ressemble au "repentir" à la mode ces derniers temps : ce qui revient à "dire pardon" (comme dans un *métro*), mais on ne cherche pas à "obtenir le pardon", voir Delsol (C.), "Paradoxes du repentir", *Commentaire*, Printemps 1998, vol. 21, n° 81, pp. 46-50.

42. Péan (P.), *L'homme de l'ombre : éléments d'enquête autour de Jacques Foccart*, Paris, Fayard, 1990 ; Amiral Lacoste, *Les mafias contre la démocratie*, Paris, Lattès, 1992 ; Liniger-Goumaz, *La démocrature : dictature camouflée, démocratie truquée*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; Labrousse (A.), Wallon (E.) (dir.), *La planète des drogues : organisations criminelles, guerres et blanchiment*, Observatoire géopolitique des drogues (Ed.), Paris, Seuil, 1993 ; Siroussi (R.), *La faim des multinationales*, Paris, Presses du Management, 1995 ; lire également, Emagna (M.) et Mouko-A-Biscene, "Redécouverte du privé" et "Etat introuvable en Afrique", précité, précisement, pp. 221-214 ; Smith (S.) et Glaser (A.), *Ces Messieurs Afrique 2*, Paris, Calmann-Lévy, 1997 ; Verschave (F.-X.), *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

43. Vidal (C.), "Procédures de jugements officiels, officieux et privés en Côte d'Ivoire : note sur les tribunaux d'association en ville", in CURAPP, *Public/Private*, Paris, PUF, 1995, pp. 201-210.

**D) La nécessaire décolonisation des sciences sociales :
l'urgence d'une pensée africaine**

La pertinence des sciences sociales en Afrique passe par une série de conditions. Comme le dit Jean Copans dans son intervention orale, "*le savoir scientifique sur l'Afrique n'appartient pas encore aux africains...*"⁴⁴. Son étude énumère ainsi les voies de sorties possibles de ce carcan colonial. Cette étude part de l'idée que toute analyse sur l'Afrique doit passer par un "détour" analytique qui commence à s'interroger sur la nature des connaissances françaises sur l'Afrique : leur contenu, les conditions de production, de diffusion et enfin des instruments théoriques disponibles. Ensuite, une approche pluridisciplinaire est obligatoire⁴⁵, puisqu'elle permet "d'historiciser" les concepts et de "contextualiser les cadres empirico-théoriques qui sont proposés, comme les notions de "terroirs", de "classes sociales", "d'ethnies", "d'Etat", etc. Ensuite, il faut dépasser le pré-carré français, s'ouvrir aux productions du monde afro-saxon et international : c'est la remise en question d'une francophonie repliée sur elle-même avec le risque d'un ronron méthodologique. Par ailleurs, il faut imaginer des modes/méthodologies d'observation, de théorisation et de comparaison et refuser systématiquement l'analyse intra-africaine ou euro-africaine. Il s'agit également de se départir du sentiment de pitié et du paradigme chrétien qui prévaut encore sur les sciences sociales africanistes. Enfin, il faut encourager le militantisme pour la promotion des "*études africaines africanisées*". Car, à ses yeux, c'est à ce niveau que se situe "*le néocolonialisme le plus pernicieux...*".

La tâche est titanesque si l'on tient compte du fait que les pratiques de consultation et d'expertise internationales privilégient l'utilisation de non africains pour les missions d'expertise (de longue ou de courte durée) en Afrique : et ces experts gagnent parfois 5 à 10 fois mieux que les nationaux ayant un diplôme égal et/ou une qualification équivalente, voire plus élevés. Il faut également faire face à la "fuite (croissante) des cerveaux" africains vers l'Occident⁴⁶.

44. Une des idées force de son ouvrage, *La longue marche de la démocratie en Afrique...*, pp. 305-359.

45. Il s'agit d'éviter l'écueil de la fragmentation nuisible des disciplines en sciences sociales : cf. Dogan (M.) et Pahre (R.), "Les sciences sociales : segmentations et croisements", *Encyclopédia Universalis*, Symposium "les enjeux", IV - La connaissance de demain, Encyclopédia Universalis Editeur, Paris, 1993 ; pp. 1119-1126.

46. Des programmes internationaux tentent depuis des années de faire face à cette hémorragie humaine : on citera le programme TOKTEN (*Transfer of Knowledge through expatriate nationals*) du PNUD créé en 1977 et celui de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), programme *Rqan/Run* (Programme de retour et de réinsertion des nationaux africains qualifiés), créé en 1983 et financé par l'Union européenne, *Jeune Afrique économie*, n° 253, 1er-14 décembre 1997, pp. 24-26.

La responsabilité principale incombe avant tout aux africains. Car, nul ne peut faire le bonheur d'autrui malgré lui. La vivacité et la vitalité d'une civilisation ou d'un peuple se prépare d'abord par la pensée, la pensée libre, dégagée de toutes les pesanteurs socioculturelles. Il s'agit de penser l'être, la société, l'avenir du monde et de son monde. En Afrique, plus qu'ailleurs, "on ne peut [plus] faire l'économie d'un mûrissement intellectuel de l'un des phénomènes qui hantent le plus la conscience des sociétés [africaines], parce qu'ils en déterminent l'avancée dans l'histoire. On ne peut différer plus longtemps l'indispensable réflexion sur le statut de la pensée et la question de la démocratie [sur le continent], sur le problème de l'individu face au pouvoir politique et sur sa relation au pouvoir, sur l'exigence d'une politique de l'homme libérée et redevenu le lieu de l'histoire"⁴⁷.

La pensée doit s'enraciner dans la réalité africaine. Il est grand temps que les intellectuels africains franchissent les barrières culturelles, linguistiques et spatiales qui les séparent les uns des autres et collaborent davantage afin que leurs idées — mieux ciblées, canalisées et diffusées — soient prises en compte par les décideurs politiques. Pourquoi par exemple, ne pas opposer à la "violence langagière" de la démocratie telle que vécue actuellement en Afrique, la réhabilitation de la tradition congolaise du "Ki-Muntu" qui consiste en "un face à face des "Grands" par delà les frontières des cultures ethniques et nationales, pour la définition des problématiques fondées sur des questions structurelles, principales et fondamentales"⁴⁸ ? Les bonnes idées ne suffisent pas, il faut qu'elles trouvent des hommes d'Etat...

Aux Africains d'aller à l'assaut des sciences humaines et sociales, non pour collecter des diplômes comme c'est le cas et conquérir des postes ministériels, mais pour détenir des savoirs qui serviront à mieux prendre conscience du désir d'émancipation, de résister à toutes les formes d'oppression/sollicitation, et d'inventer un meilleur avenir à ce continent dont on ne cesse de donner injustement l'image d'une région misérabiliste composée d'hommes et d'âmes que l'on juge à tort immatures.

47. Kamto (M.), *L'urgence de la pensée. Réflexions sur une précondition du développement en Afrique*, Yaoundé, Ed. Mandara, 1993 ; p. 12.

48. Mationgo Mboungu (S.), Gomu (G.) et Opoki (P.), *Contribution dynamique aux problèmes congolais post-conférence nationale*, t. 1, "Raison conviviale" et nouvelles possibilités sociétales, Paris, Micro Editions S.T.A.L., 1991, pp. 60-63.